

Solidaires



Branche IRSTEA

*Election des représentants du personnel
au Conseil d'Administration de l'IRSTEA*

scrutin du 5 juillet 2012

**PROFESSION DE FOI DES CANDIDATS DE LA LISTE
PRESENTÉE PAR SUD-Recherche-EPST**

Destructurés, précarisés, pressurisés : ça suffit ! Imposons le changement !

Le Cemagref / IRSTEA particulièrement maltraité par la politique du gouvernement

Depuis 2006, nous avons supporté le poids conjugué de la politique de casse des EPST du Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche (« Pacte pour la Recherche », LRU) et de la Révision Générale des Politiques Publiques (RGPP) déclinée dans chaque ministère, mais aboutissant toujours à des restrictions budgétaires et des pertes d'emplois, voire des restructurations ou privatisations !

Et le Cemagref a subi les plus sévères réductions d'emplois et de crédits (alors que ses dotations sont déjà les plus faibles de tous les EPST), notamment par le biais de la subvention Agriculture.

On en est arrivé aujourd'hui à une situation intenable : l'emploi précaire explose, la pression et le stress au travail s'accroissent de jour en jour et alors qu'il est question de « déprécarisation », l'Etablissement n'a même pas l'argent pour payer les titulaires Agriculture en poste !

Que va faire la direction ? Laisser vacants d'autres postes de titulaires (sur la pyramide Recherche, après les 12 non-remplacés sur le contingent Agriculture ?) ? Pousser dehors des collègues Agriculture qui seraient eux aussi non remplacés ? Le MAAPRAT doit honorer ses engagements et financer tous les postes de la convention !

Les personnels se sont battus, nos Directeurs Généraux nettement moins...

SUD-Recherche-EPST a été le fer de lance du combat « pour un EPST durable » en organisant, en intersyndicale, la mobilisation du personnel pour réclamer des solutions aux problèmes structurels (budget, participation du Ministère de l'Environnement, situation du personnel) et éviter d'en arriver où on en est aujourd'hui : quasiment en faillite ! (*Va-t-il falloir faire appel au FMI ?*)

Les élus au CA notamment ont passé leur temps à tirer le signal d'alarme et interpellé les représentants des ministères de tutelle qui y siègent. Cf. *quelques illustrations page suivante.*



Mais face à un gouvernement déterminé à appliquer sa politique de casse des services publics, face à des Directeurs Généraux peu enclins à faire passer l'intérêt de l'Etablissement avant celui de leur carrière, aucune solution n'a été apportée !

Deux occasions de remettre les pendules à l'heure ont été ratées : l'élaboration du contrat d'objectifs 2009-2012 (signé en janvier 2009 par P. Viné), et la révision du décret organique, menée par R. Genet comme si c'était une opération de « comm ».

La révision du décret, le changement de nom n'ont rien résolu, au contraire, ce sont des problèmes de plus à gérer !

Nouveaux Présidents, nouvelle donne ?

Le nouveau Président élu à l'Elysée nous a assuré que « le changement, c'est maintenant ».

Le nouveau Président nommé à la tête de l'IRSTEA semble avoir pris la mesure de la gravité de la situation et être décidé à « prendre le taureau par les cornes ». Il a en tout cas adressé des demandes budgétaires aux tutelles décrivant sans fard l'impasse dans laquelle se trouve l'IRSTEA. Et c'est lui-même qui présidera le CA.

La période qui s'ouvre, avec l'élaboration d'un nouveau plan stratégique et d'un nouveau contrat d'objectifs Etat / IRSTEA, va donc être cruciale pour notre avenir : c'est une opportunité à ne pas rater (la dernière ?) pour obtenir (enfin !) les moyens d'être un « EPST durable » !

Dans ce contexte votre implication active sera déterminante et vos porte-parole au CA auront un rôle important à jouer.

Votez pour des représentants aguerris, qui ne lâchent rien !

<http://www.sud-recherche.org/>

sud.cemagref@irstea.fr

Mandat 2009 – 2012 des élus SUD-Recherche-EPST

Marie-B. ALBERT / Vincent LOUVEAU, Roland ESTEVE / Xavier RIBEYROLLES, Mickaël ALAIN / Jean-Marc LE BARS

De la PESTe à l'IRSTEA : résistances !

Réunion du Conseil d'Administration du Cemagref du 26 novembre 2009
Déclaration liminaire des représentants du personnel

Les représentants du personnel sont de retour au CA du Cemagref. Leur double démission¹ n'a pas réussi à convaincre le CA précédé de la nécessité d'avoir des engagements de l'Etat sur l'avenir de l'EPST Cemagref, tant sur les moyens que sur un système d'évaluation adapté à ses missions. Nous persistons à penser que c'est une profonde erreur et ce ne sont pas les budgets 2009 et 2010, qui se suivent et se ressemblent dans leur insuffisance, qui pourraient nous convaincre du contraire. Mais cette démission a été complètement comprise par les personnels qui ont renouvelé encore plus fortement leur soutien aux élus SUD-Recherche-EPST pour ce nouveau mandat. Car les personnels eux sont tout à fait conscients des menaces qui pèsent sur l'avenir de l'Etablissement. Nous sommes là pour essayer d'en faire prendre conscience également à l'ensemble des membres du CA, et les appeler, s'ils considèrent que le Cemagref apporte une contribution utile et originale dans le paysage de la recherche publique à faire en sorte qu'elle puisse être maintenue et confortée. Mais il faudrait

Le personnel continuera à se battre résolument pour sauvegarder l'EPST Cemagref, mais il a besoin pour cela que les principaux partenaires et bénéficiaires du travail de l'Etablissement se mobilisent aussi pour le défendre. Car si on continue à laisser se dérouler les réformes en cours, il est clair pour nous que le Cemagref n'y survivra pas en tant qu'EPST. Et si le Cemagref devient une coquille vide, il est clair qu'il n'aura d'intérêt pour personne ni pour ses partenaires, ni pour ses personnels.

Les représentants du personnel demandent l'appui du CA pour que ce mandat ne soit pas le dernier de l'EPST Cemagref.

¹ les élus SUD-Recherche-EPST le 11 décembre, jour du passage en force du contrat d'objectifs 2009-2012, les élus de la liste intersyndicale "Cemagref en lutte pour un EPST durable" le 8 avril 2009, face au refus de renégocier ce "contrat"
² Interdisciplinarité, production pas uniquement tournée vers le milieu scientifique...

CA du 26/11/2009, avec l'appui des personnels d'Antony



Conseil d'administration du Cemagref du 6 juillet 2010
Déclaration liminaire des représentants élus du personnel

Les représentants du personnel ne peuvent participer à ce CA, discuter tranquillement des différents points à l'ordre du jour sans évoquer le contexte où l'on se trouve, comme si on n'était pas en train d'aller dans le mur. On va dans le mur au niveau de l'emploi, avec la multiplication des CDD sans aucune

Solidaires
SUD
Recherche-EPST
branche Cemagref

Conseil d'Administration du Cemagref du 28 novembre 2011
Déclaration liminaire des représentants du personnel

Les représentants du personnel avaient attiré l'attention du Conseil, lors de sa réunion du 23 juin, sur les désaccords de fond concernant la révision du décret organique de l'EPST. Une pétition, signée par 633 agents de l'établissement, n'a pas dissuadé les ministères de [...]

Les représentants du personnel ne peuvent être que très pessimistes sur l'avenir de l'Etablissement. Ils espèrent que le Conseil d'administration ne va pas entraîner cette dégradation de la situation à travers le vote du budget et cette absence de dialogue social à tous les niveaux. Ils soulignent, une fois encore, le mécontentement des personnels.

Les représentants du personnel élus au CA (SUD-Recherche-EPST) présents à cette réunion : Mickaël ALAIN (titulaire), Marie-Bernadette ALBERT (titulaire), Roland ESTEVE (titulaire), Jean-Marc LE BARS (suppléant), Vincent LOUVEAU (suppléant).

Prime d'Excellence Scientifique (PES)
20 % de primés
80 % de déprimés

Budget 2010
NON à la précarité !
OUI à un plan de titularisation des CDD !

Les élus SUD-Recherche-EPST ont fait résonner haut et fort dans l'enceinte feutrée du CA les résistances des personnels aux réformes imposées en force par le gouvernement : PESTe, projet de révision du décret organique...

Ils ont dénoncé les 7 suppressions d'emplois Recherche des budgets 2009 / 2010, puis la suppression de fait d'une dizaine d'emplois de titulaires Agriculture en 2011 et ont voté CONTRE les budgets toujours en diminution (après rectification des supercherries de présentation !).

A chaque occasion ils ont alerté les membres du CA sur la détérioration de la situation budgétaire et sociale (explosion de la précarité, insuffisance de plus en plus grande des dotations...) et les menaces que ces évolutions font peser sur l'existence même de l'Etablissement. Le 28 novembre 2011, ils ont quitté la séance pour protester contre l'adoption par le CA (à l'unanimité moins les voix du personnel) d'un budget 2012 encore plus restrictif alors même que chacun venait congratuler l'Etablissement pour ses 30 ans et fêter la naissance de l'IRSTEA !!

NB. Vous pouvez retrouver ces informations (et bien d'autres) sur notre site web, rubrique IRSTEA

<http://www.sud-recherche.org/>

sud.cemagref@irstea.fr

Perspectives et engagements pour le mandat 2012 – 2016

Le Conseil d'Administration de l'IRSTEA

(tel que modifié par le nouveau décret de février 2012)

Sa composition : 21 membres dont 4 élus du personnel (mandat de 4 ans)

- **le Président de l'Institut** (actuellement Jean-Marc Bournigal), qui cumule dorénavant les fonctions de Pdt et de DG
- **5 représentants de l'Etat** (ministères) :
 - 1 représentant de la Recherche
 - 1 représentant de l'Agriculture
 - 1 représentant du Budget
 - 1 représentant de l'Industrie
 - 1 représentant de l'Environnement
- **Le Président du CST ;**
- **3 représentants d'organismes publics ayant une mission de recherche et d'enseignement supérieur**
- **7 « personnalités qualifiées » :**
 - 3, « en raison de leur compétence scientifique et technique »
 - 3, « en raison de leur compétence dans le domaine économique et social »
 - 1, « parmi les membres de conseils élus des collectivités territoriales »
- **4 représentants élus des personnels de l'Établissement** (1 de plus qu'aujourd'hui)

Son rôle : décider

Le CA est l'instance qui détient le pouvoir officiel de décision pour les grands choix concernant l'Établissement ; c'est lui qui se prononce en dernier ressort sur les orientations importantes (plans stratégiques, contrats Etat / Institut...) et, bien entendu, qui vote chaque année le budget.

(cf. art 832-4 du code rural)

Les objectifs que nous portons :

- **l'égalité de traitement entre tous les agents**, ce qui passe par un plan de titularisation des CDD (et leur maintien dans l'emploi jusque-là), un salaire unique pour les doctorants, et l'harmonisation (vers le haut !) des rémunérations entre les agents de statut recherche et agriculture ;

- **des revalorisations des salaires et des carrières pour tous**, plus fortes pour les bas salaires et les débuts de carrières

- **le maintien de toutes les missions d'EPST de l'Établissement**, au service de l'intérêt général, en assurant l'indépendance des recherches et des expertises ;

- **l'attribution des moyens budgétaires lui permettant de répondre à ces missions**, de la part de **tous** les ministères pour lesquels elles s'exercent (Recherche, Agriculture, Environnement) :

➤ **création d'emplois de titulaires à hauteur des besoins**, en veillant à l'équilibre entre chercheurs, ingénieurs, personnels techniques et d'appui à la recherche

➤ **remise à niveau des moyens budgétaires** pour couvrir intégralement toutes les dépenses de personnel et faire face aux investissements

- **la défense du travail d'équipe et d'une philosophie « d'évaluation – conseil »**, pour les collectifs comme les individus, et l'opposition à toutes les dérives vers une « évaluation – sanction » ou un « management par objectifs » chiffrés dont on sait où cela conduit.

Ces objectifs, nous continuerons à agir pour les faire avancer partout où nous pourrions intervenir, et à chaque fois que possible en intersyndicale.

Le CA, instance décisionnaire qui comporte des membres extérieurs – et en particulier des représentants des ministères de tutelle – est un lieu important pour avoir des informations et s'exprimer.

Des mesures à prendre d'urgence

(que nous avons re-réclamées, au niveau de l'intersyndicale de l'IRSTEA et/ou de l'intersyndicale ESR)

- une rallonge budgétaire, dès 2012, pour assurer le financement de tous les emplois inscrits au budget (ce qui n'est pas le cas pour les emplois Agriculture aujourd'hui)
- le maintien dans l'emploi des CDD (renouvellement des contrats) jusqu'à la mise en œuvre de mesures de titularisation (pas de « dégraissage préventif » !)
- le déblocage immédiat de la mise en œuvre des mesures dites NES (Nouvel Espace Statutaire) dans les EPST, qui concernent les techniciens et les assistants-ingénieurs et devaient s'appliquer au plus tard en décembre 2011 !
- l'abrogation du décret instaurant la PES dans les EPST et l'ouverture de négociations pour la revalorisation des salaires et des carrières pour tous les personnels de toutes catégories (dont la suppression de la barrière de classe CR2/CR1 qui n'existe plus depuis longtemps pour les maîtres de conférence).

Ne lâchons rien !

Allions résistance de terrain et propositions alternatives

POUR un plan pluriannuel de création d'emplois afin de résorber la précarité et de développer les activités de manière durable.

POUR des crédits de base qui garantissent une recherche et une expertise publique indépendantes, des EPST ouverts sur la société, avec un débat contradictoire sur les choix stratégiques.

POUR le respect de ceux et celles qui font l'Etablissement (ni pions ni mercenaires !), l'abandon de toutes ces méthodes de « management » vexatoires et décourageantes (les audits et les formations aux « Risques Psychosociaux » ne suffisent pas).

Votez pour la liste SUD-Recherche-EPST

Le « plus » SUD-Recherche-EPST

⇒ Une connaissance approfondie de tous les secteurs d'activités de l'Etablissement, des correspondants dans tous les groupements, des représentants nombreux et actifs dans les instances, au plan local et au plan national

⇒ Un travail en commun, au niveau local et national, avec les collègues d'autres EPST membres de notre syndicat (CNRS, INRA, IFSTTAR) et nos représentants dans les instances de ces organismes (CT, CA,..)

⇒ Une participation active à l'intersyndicale « enseignement supérieur recherche »

⇒ Des liens avec les syndicats « agriculture », notamment SUD-Rural et le SYGMA-FSU (participation aux listes CAP, échanges d'informations).

⇒ Un engagement dans l'Union Syndicale Solidaires, où nous unissons nos forces avec d'autres syndicats de salariés du public et du privé, et d'autres acteurs du mouvement social (associations de chômeurs, droit au logement, ATTAC, Fondation Copernic, collectif pour un audit citoyen de la dette publique...) pour une société plus juste et plus solidaire !

POUR UNE ACTION OPINIATRE RESPONSABLE SOLIDAIRE

Les candidatures présentées par SUD-Recherche-EPST

Marie-B. ALBERT (IR)	Eaux	Antony
Vincent LOUVEAU (IE)	Ecotechnologies	Rennes
Roland ESTEVE (TR)	Territoires	Aix-en-Provence
Jean-Marc LE BARS (TR)	Appui à la Recherche	Antony – DG
Jacqueline CANDAU (CR)	Territoires	Bordeaux
Fabrice GUIZIOU (IE)	Ecotechnologies	Rennes
Denis GILBERT (IDAE)	Ecotechnologies	Bordeaux
Jean-Pierre BAUME (IR)	Eaux	Montpellier

ATTENTION : Le mode de scrutin a changé, c'est maintenant un scrutin de liste à la proportionnelle, comme pour les comités techniques

⇒ **Vous devez voter pour une liste entière, sans rature ni panachage**
(sous peine d'annulation de votre bulletin)

Votre vote devra être parvenu à la DG **avant le 5 juillet à midi**
(sous enveloppe transmise par courrier ou déposée au service juridique)